COMBATIOUVRIER

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI I3 SEPTEMBRE 4978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0.50

EDITORIAL

REMTREE SCOLAIRE:

Elle coûte cher aux travailleurs!

Dans quelques jours, c'est la rentrée scolaire : cela signifie avant tout pour les travailleurs une quantité de problèmes à résoudre. Problèmes financiers, tout d'abord, car la rentrée nécessite l'achat de livres et équipements scolaires, le vêtements, dont les prix ne cessent diaugmenter; mais aussi problèmes liés a la pagaille que l'administration rectorale semble se plaire à organiser.

Sur le plan financier, les parents auront à acheter une quantité de fournitures, qui, multipliée par le nombre d'enfants, est assez considérable. Avec les livres qui changent fréquemment, cela constitue une dépense importante. C'est l'occasion pour les capitalistes de se remplir les paches en vendant toujours plus cher des produits dont ils savent que la clientèle a absolument besoin : les prix ont augmenté cette année de plus de 10 d dans les librairies et papeteries. Les magasins de vêtements et de chaussures ne marquent pas de bombarder la clientèle avec une publicité tapageuse. Pour tous ces gens-là, la rentrée est la meilleure période de l' année, et ils sont d'autant plus à l'aise depuis que Barre a décidé de "libérer les prix". Ce n'est certes pas la maigre allocation de rentrée scolaire, qui s'elève a 170 F, qui suffira à répondre aux besoins. Or ces besoins, notamment les livres et les fournitures, devraient être pris en charge par l'état, si l'éducation était vraiment comme on le prétend "gratuite et obligatoire". Dans d'autres domaines aussi, les dépenses vont augmenter, en particulier les transports : ainsi en Martinique, le ticket-élève passe de 0,85 F à IF.

Mais les problèmes financiers ne sont pas les seuls à se poser aux parents et aux élèves. Fidèle au plan Barre, la volonté de l'administration de faire des économies à tout prix, liée au mépris et à l'incompétence du rectorat, ont de graves conséquences sur la rentrée. A Basse-Terre, 100 élèves qui ont été admis en classe supérieure n'ont pas de place au lycée ou dans les LFP (ex-CET) pour les accueillir. Frès de 800 élèves seraient dans le même cas en Guadeloupe ;

(Suite en page 2)

GUADELOUPE

PROIBLEMES DE L'AGRICULTURE : Mon à l'intimidation policière dans les champs!

Depuis plusieurs jours, des ouvriers agricoles de la région de Sainte-Rose et des militants de l'UTA se rendent sur des champs de canne afin d'être embauchés pour droit d'exprimer leur opposition aux déplanter la canne. Mais, sur ces terrains de la région d'Arnouville, les patrons ont décidé de planter de la banane à la place de la canne à sucre.

Ces travailleurs manifestent leur opposition face aux décisions des propriétaires usiniers et du gouvernement qui sont inscrites dans un plan de liquidation de l'économie sucrière. Et durant la matinée, ils restent présents, pour empêcher le déroulement du travail sur les plantations de banane.

Lundi matin, les travailleurs ont trouvé, stationnés aux abords des champs des camions de gendarmes. Force de répression et travailleurs agricoles sont restés face à face durant la matinée, et, une nouvelle fois les propriétaires usiniers n'ont pu organiser à leur aise le travail dans la plantation. Et les travailleurs ont déclaré qu'ils reviendraient.

La présence des forces de répression face à ces travailleurs constitue une réelle provocation. Car ceux-ci ont le cisiors des capitalistes usiniers.

Il est inadmissible que quelques capitalistes prétendent décider du sort de l' économie agricole de la région, en lieu et place des milliers de travailleurs et de familles qui, précisément, vivent de cette agriculture.

Dans cette affaire, notre soutien va aux travailleurs mécontents et nous dénonçons vigoureusement les manoeuvres d'intimidation qu'amorce l'administration coloniale. En tout état de cause, nous pensons que tous ceux qui sont victimes de grosses sociétés et des décisions qu'elles prennent sans tenir compte de l'avis des travailleurs concernés, devront bénéficier du soutien effectif de la population face à toutes mesures d'intimidation ou de répression de l'administration coloniale.

00000000000000

MARTINIQUE

Arbitraire du recteur : plu sieurs enseignants licenciés.

Une fois de plus, la rentrée scolaire se place sous le signe de l'arbitraire

En effet, Doumenge, après avoir refusé de procéder aux nominations des maîtres auxiliaires en accord avec les syndicats d'enseignants, vient de licer cier 5 maîtres auxiliaires pour incompétence professionelle. Parmi ceux-ci est visé plus particulièrement un enseignant nationaliste Alex Bernabé.

Ce qui lui est reproché après 4 ans d'enseignement, c'est justement d'être un militant anti-colonialiste qui s'est publiquement défin comme tel. Aussi, n'est-il pas étonnant que le principal du CES de Petit Manoir, où Bernabé enseignait, ait multiplié contre lui les provocation voulant notamment l'affecter à la bibliotèque àlors que cet enseignant est titulaire d'un doctorat en lettres. Devant le refus de Bernabé, il fut inspecté à deux reprises et c' est à la suite de ces inspections que Doumenge a décidé de le licencier.

Ni les enseignants, ni les parents

d'élèves ne doivent tolérer de tels agissements de la part des autorités administratives. Il faut enrayer cette tentative de frapper un enseignant à cause de ses idées. C'est dès maintenant que syndicats et organisations politiques, ainsi que les associations de parents d'élèves, doivent s'organiser pour réagir. Nous sommes prêts pour notre part à nous associer à toute initiative qui ira dans ce sens.

Il faut empêcher cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques.

cas O es O es O es O es

J. BIBRAC

this same of probable as

Directeur de publication :- M. 51/28 Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR

B. P. 214 P.A.P. B. P. 386 F.D.F.

Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre supplément au mensuel 90

EDITORIAL (SUITE)

400 autres devront attendre la mi-octobre pour que les travaux de réfection de l'ancien lycée Carnot de Pointe-à-Pitre soient achevés. Le collège de Cluhy, à Fort-de-France, ne pourra fonctionner que partiellement à la rentrée. Enfin, dans les deux îles, les établissements secondaires sont surchargés : tant et si bien que l'internat sera réduit à Baimbridge (Gpe), et les chambres converties en salles de classe.

Par ailleurs, en ce qui concerne les enseignants, tous les auxiliaires ne sont pas sûrs de retrouver un poste, l'administration refusant de recevoir les syndicats pour régler ce problème.

Voilà qui augure mal de la rentrée qui vient. Pourtant, soyons sûrs que les ministres et autres recteurs ne manqueront pas de se féliciter une fois de plus que ... tout se soit bien déroulé!

NICARAGUA

SOULÈVEMENT GÉNÉRAL (ONTRE LA DICTATURE!

"La chute de Somoza est une question de jours... Somoza ne s'en ira jamais. Il sera nécessaire de le chasser à coups de feu". Ainsi parlait il y a quelques jours Eden Pastora, le chef du commando sandiniste qui réussit le 22 août une prise d'otages remarquée en pleine capitale du Nicaragua.

Aujourd'hui, après ce camouflet donné au dictateur en place par les guérilleros du Front Sandiniste, c'est tout le pays qui se soulève contre la dictature sanglante des Somoza.

A l'heure où nous écrivons, des combats font rage dans plusieurs villes du pays. Il semblerait même que la deuxième ville, Léon, soit tombée aux mains des guérilleros soutenus par la population. Dans d'autres cités, les militaires se sont purement et simplement barricadés dans leurs casernes.

Dans la capitale même, Managua, les guérilleros organisent des coups de main, attaquant casernes et postes de police.

Le mécontentement et la haine populaire contre la dictature déborde aujourd'hui, et il est de moins en moins probable que les 7.500 soldats de la garde nationale qui soutient Somoza suffisent à faire face au soulèvement populaire.

Le régime du dictateur Somoza n'a de toute façon que peu de temps à vivre encore. Les états voisins, Vénézué-la, Costa Rica et Colombie où les militaires sont écartés de l'exercice direct du pouvoir voient d'un mauvais oeil le maintien de cette dictature Somoza. Cela d'autant que le mécontentement populaire est tel aujourd'hui que l'entêtement de Somoza à conserver le pouvoir pourrait déboucher finalement sur l'installation d'un régime soumis à une forte pression populaire.

L'impérialisme américain, dont l'Amérique Latine est la "chasse gardée" n'a pas encore (!) pris position franchement contre Somoza ! Mais il laisse agir les états tels que le Vénézuela qui exercent une pression politique et diplomatique sur le régime des Somoza pour en hâter la fin.

Ni les uns, ni les autres ne veulent voir aggraver le danger d'une intervention populaire réelle dans la vie politique du Nicaragua. Car à l'exemple de Cuba des années 60, un régime appuyé sur une population mobilisée et radicalisée, constituerait une fois encore un élément de trouble dans le fragile équilibre politique que ces états tentent de maintenir dans des pays sous-développés et soumis à l'impérialisme américain.

Mais les masses populaires du Nicaragua pourraient bien, en intensifiant leur soulèvement, en le généralisant, en prenant directement part aux combats contre la dictature, déjouer les
plans des hommes politiques de la bourgeoisie. Elles pourraient très bien pousser en avant l'aile la plus radicale des
guérilleros sandinistes, pour la contraindre à aller bien plus loin qu'elle n'est en tant que mouvement bourgeois radical décidée à aller, et la dépasser éventuellement.

Si une partie importante de la population se donne comme objectif de réaliser ses propres aspirations en abattant la dictature, une réelle possibilité de changement s'ouvrira alors dans ce pays.

Relèvement du Salaire Minimum de Croissance (SMIC) en septembre : il passe à 9,03 F de l'heure pour les "DOM". Ce qui fait, pour 173 heures de travail mensuel (à 40 H par semaine) le dérisoire salaire de 1562 F!

Quand on sait que les prix ont augmenté dans des proportions plus élevées que les salaires lors des derniers six mois, et que ces mêmes prix sont plus forts ici qu'en France, on comprend bien que les travailleurs ne peuvent vivre décemment avec de tels salaires.

Cela le ministre Dijoud qui est si bavard n'en dira rien, ou considérera que c'est bien ainsi.

IRAN

Après le massacre de Téhéran: colère et haine contre le Shah

Le massacre du & septembre sur la place Jaleh à Téhéran a fait près de 4.000 morts. Denuis le mois d'août, près de 5.000 Iraniens ont versé leur sang dans la lutte contre la dictature féroce du Shah. 5.000 Iraniens massacrés par cette armée puissamment équipée et entraînée par les soins de l'impérialisme américain.

Malgré cette répression sanguinaire, le mouvement de colère et de haine contre le régime qui a commencé à s'exprimer, ne semble pas définitivement écrasé. Car, en Iran, il n'y a pas seulement une succession d'émeutes dirigées par quelques leaders. On assiste à un profond mouvement de colère qui atteint de larges couches de la population décidées à se débarrasser d'un régime qui les écrase.

Depuis plus d'un an, toutes les grandes villes ent été touchées tour à tour par des puissantes manifestations, rassemblant certaines fois des centaines de milliers de personnes qui, malgré la présence de l'armée, l'intervention de la police secrète (la sinistre SAVAK), crient leur haine du Shah et ce sa dictature féroce.

Bien que l'Iran soit l'un des premiers producteurs de pétrole du monde et qu'il possède des richesses minières, la majorité de la population vit dans la misère totale.

Le "bocm économique" dû à la hausse du prix du pétrole brut ces dernières années, ne s'est pas traduit par une amélioration des conditions de la population, mais par un renforcement du régime policier et de l'armée qui, à l'heure actuelle est dotée d'un équipement américain ultra-moderne. L'économie de ce pays est dominée par les puissances impérialistes, en particulier les Etats-Unis qui réalisent des profits fabuleux non seulement dans le pétrole, mais aussi dans la vente d'équipements et d'armements. Le développement économique s'est donc fait principalement en faveur des milieux commerciaux de l'import-export. II a permis l'apparition d'une bourgeoisie d'affaires qui s'est enrichie rapidement, élargissant encore le fossé entre les classes dirigeantes et les masses populaires.

Le mécontentement populaire s'est exprimé, ces derniers mois, par le biais de la hiérarchie Chyite musulmane. La totalité des partis politiques étant dans la clandestinité, les rassemblements dans les mosquées étaient les seuls qui ne tombaient

pas sous le coup de la répression. Il n'est pas étonnant que la colère populaire se soit d'abord exprimée par le biais des religieux chyites.

Les chefs religieux de leur côté reprennent des revendications populaires.
Ils reprochent en particulier au Shah de
les écarter des affaires politiques. Ils
réclament l'application de la constitution. Mais si les dignitaires chyites, dont
certains demandent le départ du Shah et appellent à la "résistance" ou à "la vengeance
de dieu" contre lui, se sont liés au mouvement en cours, c'est pour n'être point
dépassés par lui et lui tracer des limites
précises n'allant pas au-delà de quelques
libertés démocratiques.

Mais les événements des dernières semaines montrent bien que le mouvement qui s'exprime dépasse de loin ces limites voulues par les religieux. C'est bien l'ensemble de la population qui a décidé d'exprimer sa haine du Shah et de son régime féroce.

Et malgré la répression sanguinaire, il est possible que la lutte des opprimés iraniens continue et que ceux-ci se donnent des dirigeants qui voudront réellement représenter leurs intérêts.

D'ores et déjà, les travailleurs et les masses pauvres iraniennes ont montré que malgré la terreur ils refusent de vivre sous la botte du régime impérial.

ACHETEZ , LISEZ

LE MENSUEL COMBAT OUVRIER N°90 !

Le 'SMIC' de misère augmente